

# Comment l'Inde bloque le soutien des Brics à l'Iran

**Moyen-Orient** Depuis que les États-Unis et Israël ont frappé Téhéran, l'alliance des pays émergents se montre plutôt discrète.

Entretien Nathan Scheirlinckx

**J**uin 2025. Après les frappes israélo-américaines dirigées vers les programmes nucléaires et balistiques iraniens, l'alliance des pays du Brics – onze pays dont l'Iran, la Russie, la Chine, le Brésil et l'Inde – publie une déclaration commune, condamnant “une violation du droit international” et alertant sur l'escalade sécuritaire qui guette alors le Moyen-Orient.

Près d'un an plus tard, les Brics se font plus discrets et moins unis, malgré les frappes répétées d'Israël et des États-Unis sur l'Iran, constate François Polet, docteur en sociologie, et chargé d'étude au Centre tricontinental (Cetri).

**Pourquoi les pays membres du Brics réagissent différemment aux frappes sur l'Iran ?**

Ils adoptent une attitude un peu plus attentiste qu'auparavant. Les Brics ont essayé de se mettre d'accord sur une déclaration, lors d'une réunion à New Delhi il y a deux semaines, sans succès. Le fait que l'Inde assure la présidence tournante des Brics n'a certainement pas aidé. Depuis que Narendra Modi est Premier ministre, le pays adopte une position très conciliante vis-à-vis des États-Unis et d'Israël. La donne était différente l'an dernier, quand le Brésil menait les négociations au sein du groupe.

L'agressivité de Trump à l'encontre des pays du Brics constitue un autre élément d'explication. Juste avant de revenir à la Maison-Blanche, il les avait menacés d'une augmentation de 100% des droits de douane, si d'aventure ces nations continuaient à vouloir “dédollariser” leurs échanges commerciaux.

Ensuite, lors de la publication de la déclaration commune à l'été 2025, le président américain avait menacé les pays qui s'aligneraient sur les politiques anti-américaines des Brics de se voir sanctionnés d'une hausse de 10% des tarifs douaniers. Ajoutez à cela l'intervention [américaine] au Venezuela, et vous obtenez un climat de peur dans beaucoup de pays du Sud, dont l'économie dépend énormément des exportations vers les États-Unis. Le Brésil a été sanctionné d'une hausse des droits de douane suite à la gestion juridique du cas de l'ancien président Bolsonaro. Et l'Inde a également subi une punition commerciale pour avoir continué à importer du pétrole russe (malgré les sanctions américaines, Ndlr).

**Comment l'Iran réagit-il à cette absence de soutien de la part de ses alliés ?**

Je pense que l'Iran continue à négocier avec ses partenaires, pour tenter d'obtenir un renfort diplomatique. Téhéran ne me semble capable de prendre des mesures de rétorsion. Les Iraniens savent que c'est l'Inde – étant le pays le plus rétif et occupant la présidence tournante – qu'il faut convaincre. C'est pourquoi ils ont eu plusieurs échanges directs avec

le Premier ministre Narendra Modi, qui, en plus de ne rien leur concéder, leur a demandé de laisser les voies navigables ouvertes (90% du gaz de pétrole liquéfié importé par l'Inde transite par le détroit d'Ormuz, Ndlr).

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, membres de Brics malgré tout bombardés par l'Iran, ne sont bien entendu pas d'accord de signer un document qui n'aurait condamné que la partie israélo-américaine, sans mentionner l'illegalité et l'illégitimité des bombardements de représailles de l'Iran sur leur propre territoire. On se trouve quand même devant un fossé entre les intérêts géopolitiques des différents membres des Brics et leurs positions dans le cadre de ce conflit particulier, qui semblent quasiment irréciliables.

**Quelle évolution attendre de cette absence d'accord au sein des Brics ?**

*“Avec Narendra Modi, l'Inde adopte une position très conciliante vis-à-vis des États-Unis et d'Israël.”*



**François Polet**  
Chargé d'étude au Centre tricontinental (Cetri)

À plus long terme, je n'exclus pas que l'unilatéralisme américain et l'imprévisibilité de Donald Trump rapproche encore les pays Brics de la Chine, qui s'affiche comme un partenaire plus stable dans différents domaines, notamment en matière de sécurité.

Le fait que Trump ait décidé de bombarder l'Iran sans l'accord des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, c'est un précédent qui a déjà et aura encore des conséquences très importantes dans les années à venir, du point de vue géopolitique pour cette région du monde. Le pacte entre les États-Unis et les pays du Golfe, qui organise un échange entre sécurité et pétrole à bas coût, semble ne plus

tenir. Il y a vraiment une page qui se tourne de ce point de vue-là.

**Dans le cas où les pays du Brics parviendraient à un accord pour soutenir l'Iran, quelles mesures en attendre ?**

Cela ne dépasserait pas le cadre du verbal, de la rhétorique. Israël, malgré une baisse de son capital politique international, semble s'en fiche. Mais quand les Brics s'expriment, c'est la moitié du monde voire au-delà qui s'exprime (le groupe de pays représente 50% de la population globale et 40% du PIB mondial, Ndlr). Parce qu'il y a toute une série de nations dites du Sud global qui se trouvent dans la salle d'attente, et dont les Brics se font l'écho.

Et sur la scène internationale, le fait de se faire désavouer par cette coalition de pays incarne une perte de capital politique pour les États-Unis. À l'inverse, la situation actuelle octroie aux Chinois un supplément de crédibilité et d'influence. Peut-être que, plus tard, on se souviendra de cette guerre comme d'une étape importante vers un monde de plus en plus dominé par la Chine.

## Épingle

La vie de l'opposante Narges Mohammadi “ne tient qu'à un fil”

**Narges Mohammadi, prix Nobel de la paix 2023**, emprisonnée en Iran depuis décembre, et dont la santé s'était gravement détériorée, a été libérée sous caution et transférée dimanche à Téhéran “pour être soignée par sa propre équipe médicale”. La militante des droits humains, âgée de 54 ans, “a bénéficié d'une suspension de peine contre une caution importante”, a précisé sa fondation. Sa vie “ne tient qu'à un fil”, a déclaré son époux, Taghi Rahmani, qui réside à Paris.

**L'Iran a rejeté la dernière proposition** des États-Unis. Le régime appelle à une fin immédiate des hostilités dans la région y compris au Liban, où Israël continue à combattre le Hezbollah iranien, et à l'arrêt du blocus de ses ports par la marine américaine. Téhéran réclame également le dégel des avoirs iraniens détenus à l'étranger, objet de longue date de sanctions américaines. Selon le *Wall Street Journal*, l'Iran propose d'engager des négociations sur le dossier nucléaire “dans les 30 prochains jours”. Le régime accepterait de suspendre son programme d'enrichissement de l'uranium, mais pour une période plus courte que les 20 ans proposés par les États-Unis, tout en refusant de démanteler ses installations nucléaires.